



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 20 SEPTEMBRE 2017
GEMEENTERAAD VAN 20 SEPTEMBER 2017

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Michel Eylenbosch, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Ahmed El Khannouss, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Mohammadi Chahid, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Gerardine Bastin, Danielle Evraud, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Shazia Manzoor, Tania Dekens, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhroufi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Carine Liekendaël, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Gilbert Hildgen, *Secrétaire adjoint/Adjunct-secretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Sarah Turine, *Échevin(e)/Schepen* ;
Christian Magérus, Houria Ouberrri, Badia El Belghiti, Olivia PTito, Dirk Berckmans, Hassan Rahali, Lazare Mbulu Azanga, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:00
Opening van de zitting om 19:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

20.09.2017/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - M.A.I.S Démission (Madame Gilles-Goris) et désignation d'un mandataire politique représentant la Commune au sein du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale, Monsieur Haouari.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil Communal en date du 21 mars 2013 par laquelle il désigne Madame Anne GILLES-GORIS, Echevine en qualité de représentante de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée générale de l'Agence Immobilière Sociale – M.A.I.S. asbl;

Vu les statuts du Moniteur Belge en date du 29 octobre 2013 dans lequel est notifié la désignation de Madame Anne GILLES-GORIS en qualité de représentante de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration;

Vu le courriel du 29 juillet 2017 dans lequel Madame Anne GILLES-GORIS, Echevine remet sa démission en qualité de membre du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de la M.A.I.S. asbl et propose son remplacement par Monsieur Abdelkarim HAOUARI, Echevin;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre acte de la démission de Madame Anne GILLES-GORIS, Echevine en

qualité de membre du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de la M.A.I.S. asbl, sise rue A. Vandenpeereboom 14 à 1080 Bruxelles;

Article 2 :

De désigner Monsieur Abdelkarim HAOUARI, Echevin en qualité de membre du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de la M.A.I.S., sise rue A. Vandenpeereboom 14 à 1080 Bruxelles en remplacement de Madame Anne GILLES-GORIS, Echevine.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - M.A.I.S. - Ontslag (Mevrouw Gilles-Goris) en aanstelling van een politiek mandataris vertegenwoordiger van de gemeente te midden van de Raad van Bestuur en de Algemene Vergadering, Mijnheer Haouari.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad op datum van 21 maart 2013 waarbij Mevrouw Anne GILLES-GORIS, Schepene wordt aangesteld in de hoedanigheid van vertegenwoordigster van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te midden van de Algemene vergadering van het Sociaal Verhuurkantoor – M.A.I.S. vzw;

Gezien de statuten van het Belgisch Staatsblad op datum van 29 oktober 2013 waarin de aanstelling van Mevrouw Anne GILLES-GORIS als vertegenwoordigster van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek te midden van de Algemene Vergadering en de Raad van Bestuur genotificeerd wordt ;

Gezien het schrijven op datum van 29 juli 2017 waarin Mevrouw Anne GILLES-GORIS, Schepene haar ontslag indient in de hoedanigheid van lid van de Raad van Bestuur en van de Algemene Vergadering van de M.A.I.S. vzw en Mijnheer Abdelkarim HAOUARI, Schepen voorstelt om te voorzien in haar vervanging;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Akte te nemen van het ontslag van Mevrouw Anne GILLES-GORIS, Schepene in de hoedanigheid van lid van de Raad van Bestuur en van de Algemene Vergadering van de M.A.I.S. asbl, gevestigd in de A. Vandenpeereboomstraat 14 te 1080 Brussel;

Artikel 2 :

Mijnheer Abdelkarim HAOUARI, Schepen aan te stellen in de hoedanigheid van lid van de Raad van Bestuur en van de Algemene Vergadering van de M.A.I.S.vzw, gevestigd in de A. Vandenpeereboomstraat 14 te 1080 Brussel ter vervanging van Mevrouw Anne GILLES-GORIS, Schepen.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Abdelkarim Haouari entre en séance / treedt in zitting.

Ann Gilles-Goris entre en séance / treedt in zitting.

Mohammadi Chahid entre en séance / treedt in zitting.

Nader Rekik entre en séance / treedt in zitting.

Mohamed El Abboudi quitte la séance / verlaat de zitting.

Hicham Chakir quitte la séance / verlaat de zitting.

20.09.2017/A/0002 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - VIVAQUA scrl - Retrait des communes flamandes de l'intercommunale VIVAQUA et achèvement du processus de fusion par absorption entre VIVAQUA et HYDROBRU.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment ses articles 117 à 122;

Vu la Loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales, notamment les articles 8 et 23;

Vu l'Ordonnance du 8 mai 2014 portant assentiment à l'Accord de coopération conclu le 13 février 2014 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux intercommunales interrégionales et cet accord de coopération;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 23 juin 2017 modifiant l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau et relative à la fusion entre opérateurs de l'eau ;

Vu les statuts de l'intercommunale VIVAQUA;

Vu l'assemblée générale extraordinaire de l'intercommunale VIVAQUA du 8 novembre 2016 approuvant la fusion entre VIVAQUA et HYDROBRU;

Vu l'assemblée générale extraordinaire de l'intercommunale HYDROBRU du 8 novembre 2016 approuvant la fusion entre VIVAQUA et HYDROBRU;

Vu le souhait formulé par certaines communes flamandes associées à VIVAQUA de se retirer de l'association, les litiges judiciaires et les discussions entre ces communes et VIVAQUA qui en ont résulté;

Vu que les communes potentiellement concernées par le retrait sont:

Dilbeek - 4.000 parts

Drogenbos - 1.000 parts

Grimbergen - 1.000 parts

Ville de Halle - 2.000 parts

Kortenberg - 1.000 parts

Kraainem - 1.000 parts

Machelen - 1.000 parts

Merchtem - 1.000 parts

Sint-Genesius-Rode - 1.000 parts

Sint-Pieters-Leeuw - 3.000 parts

Steenokkerzeel - 1.000 parts

Tervuren - 1.000 parts

Wemmel - 1.000 parts

Wezembeek-Oppem - 1.000 parts

Zaventem - 3.000 parts

Soit un total de 23.000 parts sur 208.014 parts;

Vu que la valeur unitaire des parts dans le cadre du présent retrait est fixée à 2237.96 € par part;

Vu que ce retrait ne modifie en rien le poids relatif de chaque commune associée restant dans VIVAQUA;

Vu la déclaration d'intention signée le 10 mai 2017 entre VIVAQUA, représentée par son Conseil de Gérance, et les représentants de plusieurs communes flamandes constituant un groupe de travail en vue de la négociation des modalités de retrait des communes flamandes en leur qualité d'associées;

Vu la décision prise à l'unanimité le 24 mai 2017 par le Conseil d'Administration de

VIVAQUA approuvant l'accord traduit dans cette déclaration d'intention;
Vu l'approbation, au 29 août 2017, de la déclaration d'intention par les conseils communaux des communes flamandes de Merchtem, Zaventem, Halle, Kortenberg, Wemmel, Tervuren, Steenokkerzeel, Dilbeek, Sint-Pieters-Leeuw et Machelen, et les demandes formelles de retrait qui ont été adressées à VIVAQUA en suite de ces approbations;
Vu la convocation du 9 août 2017 à l'assemblée générale de VIVAQUA du 29 septembre 2017 et l'ordre du jour y annexé;
Considérant que la déclaration d'intention précitée engage les communes flamandes qui l'ont approuvée à mettre fin à tous les litiges judiciaires et autres en cours;
Considérant que parmi les communes flamandes qui ont accepté la déclaration d'intention et demandé leur retrait de VIVAQUA sur la base des modalités qu'elle prévoit figurent toutes les communes qui ont engagé des procédures judiciaires;
Considérant par conséquent que l'on dispose de l'assurance qu'il sera mis fin aux litiges en rapport avec la question du retrait;
Considérant que la déclaration d'intention apparaît par ailleurs constituer un accord équilibré entre les intérêts de VIVAQUA et de ses associés de la Région de Bruxelles-Capitale d'une part, et les intérêts des communes flamandes d'autre part;
Considérant que le retrait entraîne une réduction du capital de VIVAQUA à concurrence de la participation des communes qui se retirent;
Considérant que l'ordonnance du 23 juin 2017 précitée dispose que « *nonobstant toute disposition contraire des actes de fusion, sont censées être réalisées, au 31 décembre 2016, les conditions suspensives assortissant toute fusion entre opérateurs de l'eau visés au chapitre III de l'ordonnance du 20 octobre 2006 établissant un cadre pour la politique de l'eau régulièrement adoptées par les organes compétents avant le 31 décembre 2016 si ces conditions suspensives se réalisent le 31 décembre 2017 au plus tard, et pour autant que les mandataires valablement désignés à cet effet par l'assemblée générale lors de l'adoption de l'acte de fusion de ces opérateurs constatent leur réalisation* »;
Considérant qu'il y a lieu pour autant que nécessaire de proroger jusqu'à la date de constatation effective de la fusion les délégations de pouvoirs pour constater la réalisation des conditions suspensives;

DECIDE :

Article 1 :

D'autoriser le retrait de VIVAQUA avec effet au 1^{er} janvier 2018 des communes flamandes qui l'ont demandé à ce jour comme de celles qui le demanderaient ultérieurement mais avant l'assemblée générale extraordinaire de VIVAQUA du 29 septembre 2017, dans les conditions de la déclaration d'intention signée par VIVAQUA, représentée par son conseil de Gérance et les communes flamandes le 10 mai 2017 (décision du CA de VIVAQUA du 24 mai 2017);

Article 2 :

De marquer son accord pour la constatation de la diminution du capital social corrélative aux retraits et autres modifications statutaires qui en découlent et ce avec effet au 1^{er} janvier 2018:

a) Modification de l'alinéa 2 de l'article 5 suite à la diminution du capital susmentionnée : « *Le capital social est intégralement souscrit et la part fixe du capital social est fixée à ... euros* »;

b) Modification de l'article 6 qui reprend la liste des associés et le nombre de parts qu'ils possèdent en fonction des retraits ci-avant mentionnés : « *Le capital social est constitué par la souscription des parts suivantes, entièrement libérées:*

A. Le capital dénommé « A », constitué de parts réservées aux communes suivantes :

Ensemble : ... parts sociales;

B. Un capital dénommé « B », constitué de parts réservées à l'IECBW :
à L'IECBW : quatorze parts sociales;

Article 3 :

De mandater les représentants de la commune au sein de l'assemblée générale extraordinaire de VIVAQUA convoquée pour le 29 septembre prochain aux fins d'approuver le retrait des communes flamandes aux mêmes conditions;

Article 4 :

Pour autant que de besoin, de confirmer et de proroger, jusqu'à la date de constatation effective de la fusion les pouvoirs octroyés au conseil de gérance de VIVAQUA, dans sa neuvième résolution, par l'assemblée générale extraordinaire de VIVAQUA du 8 novembre 2016 approuvant la fusion afin de constater la réalisation des conditions suspensives à cette fusion.

Le Conseil approuve le point.

2 conseillers communaux présents n'ont pas participé au vote.

35 votants : 33 votes positifs, 1 vote négatif, 1 abstention.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - VIVAQUA cvba - Uittreding van de Vlaamse gemeenten uit de intercommunale VIVAQUA en voltooiing van het fusieproces door overneming van HYDROBRU door VIVAQUA.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, met name de artikelen 117 tot 122 ervan;

Gelet op de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales, met name de artikelen 8 en 23 ervan;

Gelet op de ordonnantie van 8 mei 2014 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord gesloten op 13 februari 2014 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest betreffende de gewestgrensoverschrijdende intercommunales en dat samenwerkingsakkoord;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 23 juni 2017 tot wijziging van de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid en met betrekking tot de fusie tussen de wateroperatoren;

Gelet op de statuten van de intercommunale VIVAQUA;

Gelet op de buitengewone zitting van de Algemene Vergadering van de intercommunale VIVAQUA van 8 november 2016 waarop de fusie tussen VIVAQUA en HYDROBRU werd goedgekeurd;

Gelet op de buitengewone zitting van de Algemene Vergadering van de intercommunale HYDROBRU van 8 november 2016 waarop de fusie tussen VIVAQUA en HYDROBRU werd goedgekeurd;

Gelet op de wens van bepaalde Vlaamse gemeenten-vennoten van VIVAQUA om uit de vereniging te treden, de gerechtelijke geschillen en de besprekingen tussen deze gemeenten en VIVAQUA die daar het gevolg van waren;

Gelet op het feit dat de volgende gemeenten mogelijk betrokken zijn bij de uittreding

Dilbeek - 4 000 aandelen

Drogenbos - 1 000 aandelen

Grimbergen - 1 000 aandelen

Stad Halle - 2 000 aandelen

Kortenberg - 1 000 aandelen
Kraainem - 1 000 aandelen
Machelen - 1 000 aandelen
Merchtem - 1 000 aandelen
Sint-Genesius-Rode - 1 000 aandelen
Sint-Pieters-Leeuw - 3 000 aandelen
Steenokkerzeel - 1 000 aandelen
Tervuren - 1 000 aandelen
Wemmel - 1 000 aandelen
Wezembeek-Oppem - 1 000 aandelen
Zaventem - 3 000 aandelen

Wat neerkomt op in totaal 23 000 aandelen van de 208 014 aandelen;

Gelet op het feit dat de eenheidswaarde van de aandelen in het kader van deze uittreding is vastgesteld op 2 237,96 euro per aandeel;

Gelet op het feit dat deze uittreding geenszins het relatieve gewicht wijzigt van elke gemeente-vennoot die bij VIVAQUA blijft;

Gelet op de intentieverklaring die op 10 mei 2017 werd ondertekend tussen VIVAQUA, die door zijn Raad van Zaakvoerders werd vertegenwoordigd, en de vertegenwoordigers van verschillende Vlaamse gemeenten die een werkgroep hadden samengesteld om te onderhandelen over de uittredingsmodaliteiten van de Vlaamse gemeenten als vennoten;

Gelet op de beslissing die de Raad van Bestuur van VIVAQUA op 24 mei 2017 eenparig nam en waarbij hij het akkoord over deze intentieverklaring goedkeurde;

Gelet op de goedkeuring op 29 augustus 2017 van de intentieverklaring door de gemeenteraden van de Vlaamse gemeenten Merchtem, Zaventem, Halle, Kortenberg, Wemmel, Tervuren, Steenokkerzeel, Dilbeek, Sint-Pieters-Leeuw en Machelen, en de formele uittredingsverzoeken die aan VIVAQUA werden gericht na deze goedkeuringen;

Gelet op de oproeping voor de buitengewone zitting van de Algemene Vergadering van VIVAQUA van 9 september 2017 en de bijgevoegde agenda;

Overwegende dat de voornoemde intentieverklaring de Vlaamse gemeenten die deze verklaring hebben goedgekeurd ertoe verbindt alle gerechtelijke en andere lopende geschillen stop te zetten;

Overwegende dat bij de Vlaamse gemeenten die de intentieverklaring hebben goedgekeurd en hebben verzocht uit VIVAQUA te treden op basis van de modaliteiten die in deze verklaring zijn bepaald alle gemeenten zich bevinden die gerechtelijke procedures hebben ingesteld;

Overwegende bijgevolg dat we zekerheid hebben dat de geschillen betreffende de uittreding zullen worden stopgezet;

Overwegende dat de intentieverklaring bovendien een evenwichtig akkoord blijkt te zijn tussen de belangen van VIVAQUA en die van zijn vennoten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest enerzijds en de belangen van de Vlaamse gemeenten anderzijds;

Overwegende dat de uittreding een daling van het kapitaal van VIVAQUA ten belope van de aandelen van de uittredende gemeenten met zich meebrengt;

Overwegende dat de voornoemde ordonnantie van 23 juni 2017 het volgende bepaalt: "*Niettegenstaande elke andersluidende bepaling in de aktes van de fusie, wordt op 31 december 2016 verondersteld te zijn voldaan aan de opschortende voorwaarden die gekoppeld zijn aan elke fusie tussen de wateroperatoren bedoeld in Hoofdstuk III van de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid, die regelmatig werden goedgekeurd door de bevoegde organen vóór 31 december 2016, op voorwaarde dat aan die opschortende voorwaarden is voldaan uiterlijk op 31 december 2017 en voor zover de mandatarissen die daartoe geldig zijn aangewezen door de Algemene Vergadering bij de goedkeuring van de akte tot fusie van die operatoren vaststellen dat aan die voorwaarden is voldaan*";

Overwegende dat, voor zover nodig, de overdracht van de bevoegdheid om de verwezenlijking van de opschortende voorwaarden vast te stellen moet worden verlengd tot de datum van de effectieve vaststelling van de fusie;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De Vlaamse gemeenten die hier tot nu toe om hebben verzocht, met ingang van 1 januari 2018, uit VIVAQUA te laten uittreden - alsook de gemeenten die hier later om zouden verzoeken, maar vóór de buitengewone zitting van VIVAQUA van 29 september 2017 - volgens de voorwaarden van de intentieverklaring die VIVAQUA, vertegenwoordigd door zijn Raad van Zaakvoerders, en de Vlaamse gemeenten op 10 mei 2017 hebben ondertekend (beslissing van de RvB van VIVAQUA van 24 mei 2017);

Artikel 2 :

De vaststelling van de daling van het maatschappelijk kapitaal ten gevolge van de voornoemde uittredingen en andere statutaire wijzigingen die daaruit voortvloeien, met ingang van 1 januari 2018, goed te keuren:

a) Wijziging van alinea 2 van artikel 5 ten gevolge van de voornoemde daling van het maatschappelijk kapitaal: *"Het maatschappelijk kapitaal is volledig geplaatst en het vaste gedeelte van het maatschappelijk kapitaal is vastgesteld op ... euro."*

b) Wijziging van artikel 6 met de lijst van de vennoten en het aantal aandelen die ze bezitten ten gevolge van de voornoemde uittredingen: *"Het maatschappelijk kapitaal wordt gevormd door de inschrijvingen op volgende aandelen, die volgestort zijn:*

A. Het kapitaal dat "A" genoemd wordt en dat gevormd wordt door de aandelen bestemd

voor de volgende gemeenten: Samen: ... aandelen

B. Het kapitaal dat "B" genoemd wordt en dat gevormd wordt door de aandelen bestemd

voor de IECBW: aan de IECBW: veertien maatschappelijke aandelen;

Artikel 3 :

De gemeentelijke vertegenwoordigers op de buitengewone zitting van de Algemene Vergadering van VIVAQUA van 29 september 2017 volmacht te geven om in te stemmen met de uittreding van de Vlaamse gemeenten volgens dezelfde voorwaarden;

Artikel 4 :

Voor zover nodig, tot de datum waarop de fusie daadwerkelijk wordt vastgesteld, de bevoegdheden te bevestigen en te verlengen die werden toegekend aan de Raad van Zaakvoerders van VIVAQUA, in haar negende resolutie, door de Algemene Vergadering op haar buitengewone zitting van 8 november 2016 waarop de fusie werd goedgekeurd om de verwezenlijking van de opschortende voorwaarden voor deze fusie vast te stellen.

De Raad keurt het punt goed.

2 aanwezige gemeenteraadsleden hebben niet deelgenomen aan de stemming.

35 stemmers : 33 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 1 onthouding.

Mohamed El Abboudi entre en séance / treedt in zitting.

Hicham Chakir entre en séance / treedt in zitting.

20.09.2017/A/0003 **Prévention et Vie Sociale**

Service Prévention - Convention avec la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre du soutien de projets en lien avec les personnes migrantes, personnes sans-abri,

personnes dites « Roms » et gens du voyage.

LE CONSEIL,

Considérant l'appel à projet du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} juin 2016 à destination des CPAS dans le cadre de projet en lien direct et indirect avec les personnes migrantes, personnes sans-abri, personnes dites « roms » et gens du voyage ;

Considérant le projet déposé par le Centre public d'action sociale de Molenbeek en septembre 2016 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 décembre 2016 qui accorde une subvention spéciale de 133.068,51 € à la commune dans le cadre de projet en lien direct et indirect avec les personnes migrantes, personnes sans-abri, personnes dites « roms » et gens du voyage ;

Considérant que la Région n'est pas compétente pour directement financer les Centres public d'Action Sociale ;

Considérant que la prise en charge de ce public entraîne un déficit budgétaire pour le Centre Public d'Action sociale, pris en charge par la commune ;

Considérant que le Centre public d'Action Sociale a déposé un dossier financier en règle;

Considérant la convention entre la commune et le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention avec le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Preventie Dienst - Overeenkomst met Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van de ondersteuning van projecten in verband met migranten, daklozen, de zogenaamde Roma en woonwagenbewoners.

DE RAAD,

Overwegende de oproep van Minister President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 1 juni 2016 gericht op OCMW's in verband met migranten, daklozen, de zogenaamde Roma en woonwagenbewoners;

Overwegende het project dat OCMW van Molenbeek in september 2016 voorgelegd heeft;

Overwegende het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 15 december 2016 tot toekenning van een bijzondere subsidie van 133.068,51 € Gewest in het kader van de ondersteuning van projecten in verband met migranten, daklozen, de zogenaamde Roma en woonwagenbewoners ;

Overwegende dat Het Gewest niet bevoegd is om rechtstreeks subsidies aan Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn toe te kennen;

Overwegende dat de overname van dit soort publiek leidt tot een begrotingstekort voor de Openbare Centrum voor Maatschappelijk Welzijn dat door de gemeente ten laste wordt genomen;

Overwegende dat het Openbare Centrum voor Maatschappelijk Welzijn een financieel dossier in orde voorgelegd heeft ;

Overwegende de overeenkomst met de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLIST :

Enig artikel :

De overeenkomst met Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

20.09.2017/A/0004 **Prévention et Vie Sociale**
Service Prévention - Cellule Prévention de la Radicalisation Violente - Protocole d'accord avec le Ministre de l'Intérieur relatif à la mise en oeuvre d'une expérience test en matière de désengagement dans le cadre de la lutte contre la radicalisme violent.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Preventie en Sociale Leven
Preventie Dienst - Preventie van gewelddadige radicalisering cel - Protocolakkoord met Minister van Binnenlandse Zaken betreffende de uitvoering van een testexperiment op het gebied van de terugtrekking in het kader van de strijd tegen gewelddadige radicalisering.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

20.09.2017/A/0005 **Département Services généraux et Démographie**
Service Prévention - Approbation de la convention entre la Commune et l'asbl We love Bxls.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Algemene diensten en Demografie
Dienst Preventie - Goedkeuring tussen de Gemeente en de vzw We love Bxls.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

20.09.2017/A/0006 **Receveur Communal**

Recette communale - Marché de services pour la conclusion de crédits destinés au financement du service extraordinaire de l'exercice 2017 - Cahier des charges.

LE CONSEIL,

Considérant que le service extraordinaire du budget communal de l'exercice 2017 est financé, en partie, par des crédits;

Vu la loi communale et, notamment, l'article 123, 4° ;

Vu l'article 26,8° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Considérant que, bien que les contrats de crédits à conclure avec un organisme bancaire ne soit plus soumis aux règles relatives aux marchés publics, la Commune est tout de même tenue de respecter les principes de transparence, d'égalité et de concurrence; que c'est à cette fin que ce cahier des charges a été rédigé ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le cahier des charges pour le marché de services relatif à la conclusion de crédits pour le financement du service extraordinaire de l'exercice 2017.

Article 2 :

D'approuver la dépense globale du marché estimée à 10.766.333 euros.

La présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 36 votes positifs, 1 abstention.

Gemeenteontvanger

Dienst ontvangerij - Opdracht van diensten voor het afsluiten van kredieten voor de financiering van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2017- Bestek.

DE RAAD,

Overwegende dat de buitengewone dienst van de begroting 2017, onder andere, wordt gefinancierd door kredieten;

Gezien de gemeentewet, meer bepaald artikel 123, 4° ;

Gezien artikel 26,8° van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten; Overwegende dat de kredietovereenkomsten die met een bankinstelling worden afgesloten niet meer onder de regels inzake overheidsopdrachten vallen, de gemeente niettemin de beginselen van transparantie, gelijkheid en concurrentie moet eerbiedigen; dat voor deze doelstelling het bestek in bijlage is opgesteld;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het bestek betreffende de opdracht van diensten voor het afsluiten van kredieten voor de financiering van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2017;

Artikel 2 :

De globale uitgave geraamd op 10.766.33 euro goed te keuren.

De huidige beraadslaging zal opgestuurd worden aan de Toezichtdienst.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 36 positieve stemmen, 1 onthouding.

20.09.2017/A/0007 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Cellule Logement - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du
6 juillet 2017 octroyant une subvention de 30.148,90 EUR à la Commune de
Molenbeek-Saint-Jean pour l'année budgétaire 2017 en rétrocession des amendes
administratives perçues en 2016 par la Région en cas de logements inoccupés -
Sollicitation d'un subside et approbation de la convention de paiement.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 juillet 2013 modifiant l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement, et plus particulièrement les articles 20 et suivants ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2017 octroyant une subvention de 30.148,90 EUR à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour l'année budgétaire 2017 en rétrocession des amendes administratives perçues en 2016 par la Région en cas de logements inoccupés;

Vu les délibérations du Conseil communal du 23 mai 2013 et 25 février 2016;

Considérant que l'article 23 de l'ordonnance susvisée prévoit que 85% du produit des amendes régionales perçues relativement aux logements inoccupés sis sur le territoire d'une commune sont rétrocédés à cette commune pour autant qu'elle ait expressément exclu les logements inoccupés du champ d'application de son règlement-taxe relatif aux immeubles abandonnés, inoccupés ou inachevés ;

Considérant que le règlement-taxe sur les immeubles totalement ou partiellement inoccupés et sur les immeubles inachevés approuvé par le Conseil communal le 23 mai 2013 exclut de son champ d'application les immeubles ou parties d'immeubles inoccupés destinés au logement;

Considérant qu'une convention-cadre portant sur la période 2016-2018 a été signée entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Région de Bruxelles-Capitale suite à la délibération du Conseil communal du 25 février 2016, fixant les modalités de cette rétrocession;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2017 susvisé règle les modalités de liquidation des amendes pour l'année budgétaire 2017 ; que sont visées les amendes perçues durant la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016 ; que ledit arrêté dispose notamment en son article 4 que cette rétrocession intervient sous forme de subvention aux frais de fonctionnement (selon le choix opéré par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean) et en son article 5 qu'une convention annexée à l'arrêté, et en faisant intégralement partie, précise les modalités de mise à disposition et de contrôle de la subvention ;

Considérant le projet de convention 2017 transmis ;

Considérant que la lutte contre les logements inoccupés, dont la transmission de plaintes à la Région de Bruxelles-Capitale, est assurée, au sein de l'administration communale, par la Cellule Logement;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 11 septembre 2017 ;

DECIDE :

Article 1 :

De solliciter le subside d'un montant de 30.148,90 EUR tel que fixé par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2017, et selon les modalités prévues ;

Article 2 :

D'affecter la recette à l'article 9220/465/48 (DC n° 2058) du budget ordinaire de l'exercice 2017;

Article 3 :

D'utiliser ce subside pour couvrir partiellement les frais de fonctionnement du personnel de la cellule logement en charge de la lutte contre les logements inoccupés, inscrits à l'article 9221/111/05;

Article 4 :

D'approuver la convention 2017 complémentaire à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2017 et de procéder à sa signature;

Article 5 :

De transmettre au Service public régional de Bruxelles toutes les pièces justificatives concernant l'utilisation de ce subside.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 36 votes positifs, 1 abstention.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer

Huisvestingscel - Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 juli 2017 tot toekenning van een subsidie van 30.148,90 EUR aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor het begrotingsjaar 2017 als overdracht van de administratieve boetes geïnd door het Gewest in het kader van leegstaande woningen - Verzoek van een subsidie en goedkeuring van de betalingsovereenkomst.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 11 juli 2013 tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode, en meer bepaald artikels 20 en volgende;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 juli 2017 tot toekenning van een subsidie van 30.148,90 EUR aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor het begrotingsjaar 2017 als overdracht van de administratieve boetes geïnd door het Gewest in het kader van leegstaande woningen;

Gelet op de beraadslagingen van de Gemeenteraad van 23 mei 2013 en 25 februari 2016;

Overwegende dat artikel 23 van de bovenvermelde ordonnantie voorziet dat 85% van de opbrengst van de gewestelijke boetes geïnd betreffende de leegstaande woningen gelegen op het grondgebied van een gemeente overgedragen worden aan deze gemeente, zolang ze de leegstaande woningen uitdrukkelijk uitgesloten heeft in het toepassingsgebied van haar belastingsreglement betreffende de verlaten, onbewoonde of onafgewerkte gebouwen;

Overwegende dat het belastingsreglement op de geheel of gedeeltelijk onbewoonde gebouwen en op de onafgewerkte gebouwen goedgekeurd door de Gemeenteraad van 23 mei 2013 de gebouwen of delen van gebouwen bestemd als woning uitsluit in zijn toepassingsgebied;

Overwegende dat een kaderovereenkomst houdende de periode 2016-2018 ondertekend werd tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ten gevolge van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 februari 2016, tot vaststelling van de modaliteiten van deze overdracht;

Overwegende dat het bovenvermelde besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 juli 2017 de modaliteiten regelt van de afrekening van de boetes voor het begrotingsjaar 2017; dat dit de boetes betreft die geïnde werden gedurende de periode van 1 januari 2016 tot 31 december 2016; dat het genoemde besluit hoofdzakelijk in zijn artikel 4 bepaalt dat deze overdracht gebeurt in de vorm van een toelage aan de werkingskosten (volgens de keuze van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek) en in zijn artikel 5 dat een overeenkomst bijgevoegd aan het besluit, en die er integraal deel van uitmaakt, de modaliteiten preciseert van de terbeschikkingstelling en de controle van de toelage;

Overwegende het overgemaakte ontwerp van de overeenkomst 2017;

Overwegende dat de strijd tegen de leegstaande woningen, waarvan de overdracht van klachten naar het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, binnen het gemeentebestuur verzekerd wordt door de Huisvestingscel;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op 11 september 2017;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De subsidie ten bedrage van 30.148,90 EUR te verzoeken zoals vastgesteld door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 juli 2017, en volgens de voorziene modaliteiten;

Artikel 2 :

De ontvangst vast te leggen op het artikel 9220/465/48 (VB nr 2058) van de gewone begroting van het dienstjaar 2017;

Artikel 3 :

De subsidie te gebruiken om gedeeltelijk de werkingskosten van het personeel van de huisvestingscel te dekken belast met de strijd tegen de leegstaande woningen, ingeschreven op het artikel 9221/111/05;

Artikel 4 :

De overeenkomst 2017 goed te keuren, als complementair bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 juli 2017 en over te gaan tot de ondertekening ervan;

Artikel 5 :

Alle bewijsstukken betreffende het gebruik van deze subsidie over te maken aan de Gewestelijke Overheidsdienst.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 36 positieve stemmen, 1 onthouding.

20.09.2017/A/0008 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Cellule Logement - Logements inoccupés - Appel à projet - Arrêté du
Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2017 octroyant une
subvention de 25.000,00 EUR à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour l'année
budgétaire 2017 pour son projet de lutte contre les logements inoccupés.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20.03.2017 décidant d'introduire un dossier de candidature auprès du SPRB Bruxelles Développement Urbain, par lequel est sollicité l'octroi à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean d'un subside d'un montant de 25.000,00 EUR du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, dans le cadre d'un appel à projets en vue d'élire des observatoires communaux des logements inoccupés;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2017 octroyant une subvention de 25.000,00 EUR à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour l'année budgétaire 2017 destinée à soutenir la Commune dans la réalisation de son projet de lutte contre les logements inoccupés;

Vu la convention complémentaire à l'arrêté précité transmise par le Service Public Régional de Bruxelles, précisant les modalités de mise à disposition et de contrôle de la subvention;

Considérant que la réalisation du projet susvisé sera assurée, au sein de l'administration communale, par la Cellule Logement;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 11.09.2017;

DECIDE :

Article 1 :

De solliciter le subside d'un montant de 25.000,00 EUR octroyé par le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de l'appel à projet de lutte contre les logements inoccupés pour l'année 2017;

Article 2 :

D'affecter la recette à l'article 9220/465/48 (DC n°2057) du budget ordinaire de l'exercice 2017;

Article 3 :

D'approuver la convention complémentaire à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2017 précisant les modalités de mise à disposition et de contrôle de la subvention et de procéder à sa signature;

Article 4 :

De transmettre au Service public régional de Bruxelles toutes les pièces justificatives concernant l'utilisation de ce subside.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Huisvestingscel - Leegstaande woningen - Projectoproep - Besluit van de Brusselse
Hoofdstedelijke Regering d.d. 6 juli 2017 tot toekenning van een toelage van

25.000,00 EUR aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor het begrotingsjaar 2017 voor haar project tegen leegstaande woningen.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 20.03.2017 beslissend om een sollicitatiedossier in te dienen bij GOB Brussel Stedelijke Ontwikkeling waarbij een subsidie wordt verzocht ten bedrage van 25.000,00 EUR door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, in het kader van een projectoproep met het oog op de verkiezing van gemeentelijke observatoria voor leegstaande woningen;
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering d.d. 6 juli 2017 tot toekenning van een toelage van 25.000,00 EUR aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor het begrotingsjaar 2017 bedoeld om de Gemeente te ondersteunen in de realisatie van haar project in de strijd tegen leegstaande woningen;
Gelet op de aanvullende overeenkomst van het voornoemde besluit door de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel overgebracht die de modaliteiten van de terbeschikkingstelling en controle van de subsidie verduidelijkt;
Overwegende dat de uitvoering van het bovengenoemde project, binnen het gemeentebestuur, door de Huisvestingscel zal verzekerd worden;
Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 11.09.2017;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De subsidie ten bedrage van 25.000,00 EUR door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering toegekend te verzoeken in het kader van het projectoproep tegen leegstaande woningen voor het jaar 2017;

Artikel 2 :

De inkomsten aan te nemen op het artikel 9220/465/48 (VB Nr 2057) van de gewone begroting van het dienstjaar 2017;

Artikel 3 :

De aanvullende overeenkomst van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering d.d. 6 juli 2017 die de modaliteiten van de terbeschikkingstelling en controle van de subsidie verduidelijkt goed te keuren en handelen aan haar aantekening;

Artikel 4 :

Aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel al de bewijsstukken betreffend deze subsidie over te brengen.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

20.09.2017/A/0009 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Division Logement - Appel à projet « Logement : Participation et innovation ».

LE CONSEIL,

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean développe une politique intégrée visant à renforcer le soutien aux associations spécialisées dans leur rôle complémentaire et critique de la politique du logement, de développement des programmes de cohésion sociale, dans la participation dans le logement (dont le conseil consultatif du logement) et de soutien aux citoyens dans leurs recherches de logements décentes ou d'amélioration de leurs logements (prêts de matériel, formation à l'isolation etc.) ;

Considérant que dans ce cadre, l'Echevinat du Logement lance un appel à projets thématique : «Logements : Participation et innovation » ;

Considérant que cet appel à projet vise à encourager les démarches méthodologiques mises en place afin de parfaire la participation des habitants de la commune aux initiatives innovantes des associations ;

Considérant que cet appel vise également à soutenir les missions d'informations portées par l'associatif logement molenbeekois en matière d'innovation sociale dans le domaine du logement et de l'habitat;

Considérant que les projets doivent porter sur les aspects suivants :

- Aide à la participation citoyenne dans la réalisation de projets dans le domaine du logement et de l'habitat
- Construction de processus participatifs autour des questions de logement et d'habitat
- Information et promotion d'initiatives associatives et citoyennes pour l'amélioration de logement

Considérant qu'il s'adresse aux associations d'insertion par le logement (AIPL) actives sur le territoire de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, aux associations pouvant démontrer une action en lien avec la question du logement tant dans les aspects d'information du public, d'amélioration des performances énergétiques des logements que de l'amélioration du confort des habitants, aux Agences immobilières sociales actives à Molenbeek-Saint-Jean, aux associations de copropriétaires présentes à Molenbeek-Saint-Jean, aux associations de propriétaires présentes à Molenbeek-Saint-Jean et aux associations de locataires présentes à Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que la Commune a réservé au budget ordinaire de l'exercice 2017, à l'article 9220/332/02, un montant de 18.000,00 EUR en vue de soutenir les associations actives sur son territoire en matière de logement ;

Considérant que la Commune allouera un montant total de 10.000,00 EUR permettant de subventionner un ou plusieurs projets, soutenu chacun entre 1.000,00 et 5.000,00 EUR maximum ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 11.09.2017 ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver le lancement d'un appel à projet « Logement : Participation et Innovation » à l'initiative de l'Echevin du Logement et des Propriétés communales ;

Article 2.

D'approuver les conditions et règlement de l'appel à projet ;

Article 3

D'allouer une somme de 10.000,00 EUR au total, inscrite à l'article 9220/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2017, permettant de subventionner un ou plusieurs projets, soutenu chacun entre 1.000,00 et 5.000,00 EUR maximum.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 37 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Afdeling Huisvesting - Oproep tot project "Huisvesting: Participatie en innovatie".

DE RAAD,

Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek een geïntegreerd beleid voert bedoeld om de ondersteuning te versterken aan de gespecialiseerde verenigingen in hun bijkomende en kritische rol van het huisvestingsbeleid, van ontwikkeling van de programma's van sociale cohesie, in de deelname bij huisvesting (waarvan de consultatieve raad van huisvesting) en ondersteuning van de burgers in hun zoektocht naar fatsoenlijke woningen of verbetering van hun woningen (uitlenen van materiaal, opleiding in isolement, enz.);

Overwegende dat in dit kader, het Schepenambt van Huisvesting een thematische oproep tot projecten lanceert: "Woningen: Participatie en innovatie";

Overwegende dat deze projectoproep de ingevoerde methodologische stappen beoogt aan te moedigen teneinde de deelname van de bewoners van de gemeente te voltooien aan de innoverende initiatieven van de verenigingen;

Overwegende dat deze oproep eveneens beoogt de opdrachten tot informatie te ondersteunen, gedragen door de Molenbeekse verenigingssector van huisvesting betreffende de sociale innovatie in het domein van huisvesting en habitat;

Overwegende dat de projecten de volgende aspecten moeten betreffen:

- Hulp bij de burgerparticipatie voor de realisatie van projecten in het domein van huisvesting en habitat
- Opbouw van participatieve processen betreffende de kwesties van huisvesting en habitat
- Informatie en bevordering van initiatieven van verenigingen en burgers voor de verbetering van huisvesting

Overwegende dat het zich richt tot de verenigingen van inschakeling via huisvesting actief op het grondgebied van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, aan verenigingen die een actie kunnen aantonen in verband met de kwestie van huisvesting zowel betreffende het aspect van informatie aan het publiek, verbetering van de energieprestatie van de woningen als de verbetering van het comfort van de bewoners, de Sociale verhuurkantoren actief in Sint-Jans-Molenbeek, de verenigingen en mede-eigenaars aanwezig in Sint-Jans-Molenbeek, aan eigenaarsverenigingen aanwezig in Sint-Jans-Molenbeek en aan huurdersverenigingen aanwezig in Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de Gemeente een gewone begroting 2017 gereserveerd heeft op artikel 9220/332/02, een bedrag van 18.000,00 EUR voor de ondersteuning van de verenigingen actief op haar grondgebied inzake huisvesting;

Overwegende dat de Gemeente een totaal bedrag van 10.000 EUR uitkeert voor de subsidiëring van één of meerdere projecten, elk ondersteund tussen maximum 1.000,00 en 5.000,00 EUR;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op 11.09.2017;

BESLIST :

Artikel 1 :

De lancering van de oproep tot projecten goed te keuren van “Huisvesting: Participatie en innovatie” op initiatief van het Schepenambt van Huisvesting en Gemeentelijke Eigendommen;

Artikel 2 :

De voorwaarden en het reglement van de oproep tot projecten goed te keuren;

Artikel 3 :

Een bedrag van in totaal 10.000,00 EUR te betalen, ingeschreven op artikel 9220/332/02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2017, voor de subsidiëring van één of verschillende projecten, elk ondersteund tussen maximum 1.000,00 en 5.000,00 EUR.

Deze beslissing wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

20.09.2017/A/0010 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Logements temporaires - Transit - Approbation de la mise à jour du Vadémécum des logements de transit et de sa communication auprès des acteurs molenbeekoï.

LE CONSEIL,

Vu sa décision en date du 17 avril 2008 d'approuver la convention type de mise à disposition précaire d'un logement de transit et ses annexes ainsi que des modalités pratiques du séjour temporaire dans ces logements de transit;

Considérant qu'une de ses annexes était constituée d'un Vadémécum;

Vu sa décision en date du 24 septembre 2013 d'approuver le Vadémécum adapté relatif au fonctionnement du logement communal de transit ;

Considérant qu'à la suite de l'élargissement des critères d'accès au logement de transit, il était nécessaire d'y apporter des modifications et précisions ;

Considérant qu'à la suite de cette mise à jour, il y a lieu d'informer les associations, institutions et services communaux, partenaires du dispositif ou potentiels futurs partenaires;

Considérant qu'à ce titre, le service Logements temporaires organisera plusieurs séances d'information sur le logement de transit communal;

Vu le projet de Vadémécum type adapté ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 11.09.2017 ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la mise à jour du Vadémécum type réalisé dans le cadre du logement de transit.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Tijdelijke Woningen - Transit - Goedkeuring van de bijwerking van het vademecum van de transitwoningen en de mededeling ervan aan de Molenbeekse actoren.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 17 april 2008 tot goedkeuring van de typeovereenkomst voor de tijdelijke terbeschikkingstelling van een transitwoning en bijlagen alsook de praktische modaliteiten van het tijdelijk verblijf in deze transitwoningen;

Overwegende dat één van de bijlagen bestond uit een vademecum;

Gelet op zijn beslissing van 24 september 2013 tot goedkeuring van het aangepaste vademecum betreffende de werking van gemeentelijke transitwoningen;

Overwegende dat ten gevolge van de uitbreiding van de toegangscriteria tot transitwoningen, het noodzakelijk was er wijzigingen en verduidelijkingen aan te brengen;

Overwegende dat ten gevolge van deze bijwerking, er moet overgegaan worden tot het informeren van verenigingen, instellingen en gemeentelijke diensten, partners van het systeem of potentiële toekomstige partners;

Overwegende dat hiervoor, de dienst Tijdelijke Woningen verschillende informatiesessies zal organiseren over transitwoningen;

Gelet op het ontwerp van het aangepaste type vademecum;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester op 19.06.2017;

BESLUIT :

Enig artikel :

De bijwerking van het type vademecum, verwezenlijkt in het kader van transitwoningen, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

20.09.2017/A/0011 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Subvention communale accordée aux associations actives sur la Commune de Molenbeek-Saint-Jean en matière de logement - Exercice 2017 - a.s.b.l. 1 Toit 2 Ages.

LE CONSEIL,

Considérant que la Commune a réservé au budget ordinaire de l'exercice 2017 un montant de 18.000,00 EUR en vue de soutenir les associations actives sur son territoire en matière de logement ;

Vu la demande de subside introduite auprès de la Commune par :

- L'asbl 1 Toit 2 Ages

Objet : demande de soutien financier de l'asbl pour développer ses activités d'habitat intergénérationnel avec des habitants de Molenbeek-Saint-Jean

Subside demandé : 2.000,00 EUR

Analyse de la demande : l'habitat intergénérationnel permet aux personnes âgées de rester plus longtemps dans leur logement d'origine et prévient le placement dans des institutions spécialisées. Il s'agit, d'une part, d'une solution alternative et innovante de logement qui permet de lutter efficacement contre la sous-occupation de logements sur le territoire d'une commune et, d'autre part, d'une alternative originale à la construction de nouveaux kots ou logements étudiants. Cette initiative encourage les jeunes habitants à bénéficier d'un cadre plus propice à leur réussite tout en restant sur le territoire communal.

Le nombre de binômes (ainé/étudiant) présents sur le territoire de la Commune est encore réduit actuellement. L'asbl souhaite augmenter ce nombre dans les années à venir grâce notamment au soutien financier de la Commune ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 9220/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2017 ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 11.09.2017 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'allouer une somme de 2.000,00 EUR à l'asbl 1 Toit 2 Ages dans le cadre de sa demande de soutien financier pour le développement de projets d'habitat intergénérationnel à Molenbeek-Saint-Jean en 2017 et de verser la somme sur le compte bancaire n°BE39 3630 5564 6819 de l'association ;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 9220/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2017.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke Eigendommen - Gemeentelijke subsidie toegekend aan verenigingen actief op de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek inzake huisvesting - Dienstjaar 2017 - vzw 1 Toit 2 Ages.

DE RAAD,

Overwegende dat de Gemeente een bedrag van 18.000,00 EUR gereserveerd heeft op de gewone begroting van het dienstjaar 2017 voor de ondersteuning van verenigingen actief op haar grondgebied inzake huisvesting;

Gelet op de subsidieaanvraag ingediend bij de Gemeente door:

- De vzw 1 Toit 2 Ages

Betreft: aanvraag voor financiële steun aan de vzw voor de ontwikkeling van haar activiteiten van intergenerationeel wonen met de inwoners van Sint-Jans-Molenbeek.

Gevraagde subsidie: 2.000,00 EUR

Analyse van de aanvraag: intergenerationeel wonen laat de bejaarde personen toe om langer in hun eigen woning te blijven en voorkomt de plaatsing in gespecialiseerde instellingen. Het betreft enerzijds een alternatieve en innoverende oplossing voor

wonen waardoor men op een doeltreffende manier kan strijden tegen de onderbezetting van woningen op het grondgebied van een gemeente, en anderzijds, betekent dit een origineel alternatief voor de bouw van nieuwe koten of studentenwoningen. Dit initiatief moedigt de jonge bewoners aan om gebruik te maken van een geschikter kader voor hun slaagkansen en om tegelijkertijd op het gemeentelijke grondgebied te kunnen blijven.

Het aantal betrokkenen (bejaarde personen/studenten) aanwezig op het grondgebied van de Gemeente is momenteel nog laag. De vzw wenst dit aantal te verhogen in de komende jaren dankzij hoofdzakelijk de financiële steun van de Gemeente;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op het artikel 9220/332/02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2017;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 11.09.2017;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een bedrag van 2.000,00 toe te kennen aan vzw 1 Toit 2 Ages in het kader van haar aanvraag van financiële steun voor de ontwikkeling van projecten van intergenerationeel wonen in Sint-Jans-Molenbeek in 2017 en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE39 3630 5564 6819 van de vereniging.

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op het artikel 9220/332/02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2017.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

20.09.2017/A/0012 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Subvention communale accordée aux associations actives sur la Commune de Molenbeek-Saint-Jean en matière de logement - Exercice 2017 - a.s.b.l. La Rue.

LE CONSEIL,

Considérant que la Commune a réservé au budget ordinaire de l'exercice 2017 un montant de 18.000,00 EUR en vue de soutenir les associations actives sur son territoire en matière de logement ;

Vu la demande de subside introduite auprès de la Commune par :

L'asbl La Rue

Objet : demande de subsides afin d'apporter un soutien aux actions de sensibilisation et d'accompagnement aux citoyens autour de la question du logement durable via les « Ambassadeurs molenbeekoïses pour le Climat »

Subside demandé : 700,00 EUR

Analyse de la demande : la volonté de l'asbl est de constituer un réseau d'habitants du vieux Molenbeek sensibles à la qualité de vie dans les quartiers et à la question du logement durable. Il s'agira également d'approfondir les connaissances dans le

domaine (gestion de l'eau, matériaux utilisés, mise en œuvre et implication des citoyens dans la construction d'un bâtiment « sain », production d'énergie solaire) via des visites de sites de la COP 23 à Bonn ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 9220/332/02 (Logement – Subside aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2017 ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 11.09.2017 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'allouer une somme de 700,00 EUR à l'asbl La Rue dans le cadre de sa demande de subside afin d'apporter un soutien au projet « Ambassadeurs molenbeekoïses pour le Climat » et de verser la somme sur le compte bancaire n°BE50 0682 0819 9918 de l'association ;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 9220/332/02 (Logement – Subside aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2017.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke Eigendommen - Gemeentelijke subsidie toegekend aan verenigingen actief in Gemeente Sint-Jans-Molenbeek op vlak van huisvesting - Dienstjaar 2017 - vzw La Rue.

DE RAAD,

Overwegende dat de Gemeente in de gewone begroting van het dienstjaar 2017 een bedrag gereserveerd heeft van 18.000,00 EUR om de verenigingen te ondersteunen die actief zijn op haar grondgebied op het vlak van huisvesting;

Gelet op de subsidieaanvraag ingediend bij de Gemeente door:

De vzw La Rue

Betreft: subsidieaanvraag om ondersteuning te bieden aan sensibiliserings- en begeleidingsacties voor burgers betreffende de kwestie van duurzaam wonen via de "Molenbeekseambassadeurs voor Klimaat".

Gevraagde subsidie: 700,00 EUR

Analyse van de aanvraag: de vzw wil een netwerk vormen van inwoners van oud-Molenbeek, gevoelig voor de levenskwaliteit in de wijken en meer specifiek voor de kwestie van het duurzaam wonen. Het betreft eveneens een diepgaandere kennis te verwerven op het domein (beheer van water, gebruikte materialen, het tewerkstellen en het betrekken van de burgers bij de bouw van een "gezond" gebouw, productie van zonne-energie) via bezoeken aan COP 23 te Bonn;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op het artikel 9220/332/02 (Huisvesting – Subsidie aan organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2017;

Gelet op artikels 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 11.09.2017;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een bedrag van 700,00 EUR toe te kennen aan de vzw La Rue in het kader van haar subsidieaanvraag om ondersteuning te bieden aan het project "Molenbeekseambassadeurs voor Klimaat", en het bedrag te storten op de bankrekeningrekening nr. BE50 0682 0819 9918 van de vereniging;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op het artikel 9220/332/02 (Huisvesting – Subsidie aan organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2017.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

20.09.2017/A/0013 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Marchés Publics -
Extension de l'école 19 par le placement de pavillons scolaires, de locaux annexes,
de sanitaires ainsi que par la construction d'un préau, située Rue de la Flûte
enchantée 5, 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Approbation des conditions du marché et
de l'avis de marché - CSC 17.018.

LE CONSEIL,

Considérant que l'école 19 ne possède pas de bureau pour la direction, le secrétariat ni pour l'assistante sociale, qu'il manque également une salle de sieste, une salle de psychomotricité, un réfectoire ainsi qu'un local technique, que l'absence de réfectoire, de salle de sieste et de psychomotricité peut priver les jeunes enfants d'un élément essentiel dans leur développement et épanouissement ;

Prend connaissance du cahier spécial des charges établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;

Considérant qu'une procédure ouverte sera lancée;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Considérant que les crédits nécessaires, pour un montant de 1.166.000 € TVAC (6% TVA et 10% marge financière comprises), sont prévus à l'article 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 sous réserve d'une modification budgétaire, et sous réserve de l'approbation de cette modification budgétaire par la tutelle financière ;

Considérant que cette dépense sera financée par le Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales (FRBRTC) ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le cahier spécial des charges, le métré ainsi que le projet d'avis de marché pour l'extension de l'école 19, située Rue de la Flûte enchantée 5 à 1080 Molenbeek-

Saint-Jean, par le placement de pavillons scolaires, de locaux annexes, de sanitaires ainsi que par la construction d'un préau.

Article 2 :

D'approuver la dépense d'un montant de 1.166.000 € TVAC (6% TVA et 10% marge financière comprises) sous réserve d'une modification budgétaire et sous réserve de l'approbation de cette modification budgétaire par la tutelle financière.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Overheidsopdrachten - Uitbreiding van school 19 door het plaatsen van schoolpaviljoenen, bijbehorende kantoren, sanitaire voorzieningen alsook door de bouw van een prieel, gelegen op de Toverfluitstraat 5, 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht en van de aankondiging van de opdracht - Bestek 17.018.

DE RAAD,

Overwegende dat er in school 19 geen kantoorlokaal voor directie, secretariaat of maatschappelijk assistent aanwezig is, noch technisch lokaal, slaap-, turn- of eetzaal en overwegende dat het gebrek aan slaap-, lichamelijke opvoeding- en eetzaal een essentieel element in de ontwikkeling en ontplooiing van de kinderen ontleemt;

Neemt kennis van het bestek te dien einde opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling;

Overwegende dat een open aanbestedingsprocedure zal worden opgestart;

Gelet op de Wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten;

Gelet op het Koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de nodige kredieten, voor een bedrag van 1.166.000 € BTW inbegrepen (6% btw en financiële marge van 10% inbegrepen), zijn voorzien op artikel 7220/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2017 onder voorbehoud van een budgetwijziging en onder voorbehoud van de goedkeuring van deze budgetwijziging door de Toezichthoudende overheid bevoegd voor financiën;

Overwegende dat deze uitgave zal gefinancierd worden door het Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën;

BESLIST :

Artikel 1 :

Het bestek, de opmeting alsook het ontwerp voor de aankondiging van de opdracht voor de uitbreiding van school 19, gelegen op de Toverfluitstraat 5, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, door het plaatsen van schoolpaviljoenen, bijbehorende kantoren, sanitaire voorzieningen alsook door de bouw van een overdekte speelplaats, goed te keuren.

Artikel 2 :

De uitgave voor een bedrag van 1.166.000 € BTW inbegrepen (6% btw en financiële marge van 10% inbegrepen) goed te keuren onder voorbehoud van een budgetwijziging en onder voorbehoud van de goedkeuring van deze budgetwijziging door de Toezichthoudende overheid bevoegd voor financiën.

De Raad keurt het punt goed.

20.09.2017/A/0014 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Rekik, conseiller communal PS, relative à la coordination des gardiens de la paix - Report du 23/05/2017 - Report du 21/06/2017 - Report du 30/08/2017.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Rekik, dont le texte suit :

Le précieux travail des gardiens de la Paix contribue grandement au bien être de la population de notre municipalité.

L'excellence de leur investissement en première ligne sur le terrain offre des résultats positifs en terme de sécurité publique et aide à la population.

Au fil des saisons, nos gardiens de la paix mobilisés sur le territoire de Molenbeek s'investissent corps et âme malgré certains risques et difficultés de la réalité urbaine.

Nous saluons l'action du Chef de service qui offre écoute, attention et bonne gestion d'ensemble.

Cependant de nombreuses interrogations se posent à l'égard de la coordination et la gestion des équipes.

Nous recevons ici et là, au fil des semaines de nombreuses plaintes relatives à la coordination et les méthodes de management.

Au fil des mois, un malaise s'est installé au sein des équipes. Certains agissements douteux frappent le moral des troupes déployées sur le terrain.

Pressions, menaces et abus d'autorité semblent affecter de nombreux gardiens de la paix malgré leur enthousiasme et leur volonté d'offrir le meilleur d'eux mêmes.

Nous souhaitons avoir des précisions afin de comprendre le modus operandi et les méthodes définies pour assurer la coordination des dizaines d'agents déployés sur le terrain.

Combien de personnes assurent la coordination générale des gardiens de la paix?

Existe-t'il une job description précise établie qui définit le champs d'action et les responsabilités du ou des coordinateurs des gardiens de la paix?

Existe-t'il une évaluation objective relative à cette coordination générale?

Existe-t'il un outil qui permet de mesurer l'efficacité des décisions prises au regard des réalités et besoins du terrain?

Face aux difficultés rencontrées et des réalités de terrain, quels sont les outils et moyens nécessaires pour optimiser la coordination des gardiens de la paix?

Par ailleurs, en ce qui concerne la verbalisation, quelles sont les injonctions exigées aux équipes déployées sur le terrain?

Quels outils formatifs sont mis à disposition des gardiens de la paix pour éviter qu'ils se retrouvent en difficulté?

Nous vous remercions,

Nader Rekik
Conseiller communal

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Rekik,
gemeenteraadslid PS, betreffende de coördinatie van de gemeenschapswachters -
Uitstel van 23/05/2017 - Uitstel van 21/06/2017 - Uitstel van 30/08/2017.

De Raad neemt kennis.

20.09.2017/A/0015 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Damme,
conseiller communal SP.A, relative au projet d'installation de radars tronçons dans
le tunnel Léopold II.

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Van Damme, waarvan de tekst volgt :

Beste,

De Brusselse Regering wil graag trajectcontrole installeren in de Leopold II tunnel. In deze tunnel is de snelheid beperkt tot 50km per uur maar vaak wordt er veel sneller gereden dan dat. Ondanks het feit dat veel automobilisten het gevoel hebben dat je er automatisch veilig sneller kan rijden, blijkt dit een vals gevoel van veiligheid. Niet alleen gebeuren er regelmatig ongelukken, ook het BIVV bestudeerde al uitgebreid de Brusselse tunnels en kwam tot de conclusie dat 70km/u te snel is om veilig te zijn. Dit heeft onder andere te maken met het feit dat er verschillende in- en uitritten zijn, vaak op korte afstand van elkaar en met kleine invoeg-of voorsorteerstroken. Het gebeurt dus regelmatig dat plotse manoeuvres en vertragingen ervoor zorgen dat sneller rijden dan 50 km/u, gevaarlijk is. Bovendien is de tijdswinst op de relatief korte afstand binnen de tunnels zeer beperkt. In de (weinig waarschijnlijke) veronderstelling dat je de hele afstand van de tunnel zonder problemen continu 70km/u zou kunnen rijden in plaats van 50km/u is je tijdswinst beperkt tot.... minder dan 1 minuut.

Er is dus eigenlijk geen enkele objectieve reden om de snelheid in de tunnel omhoog te trekken, integendeel. Voor een vlottere doorstroming is 50km veel beter. De capaciteit van de tunnel verhoogt er door, het is veiliger én er is minder uitstoot. Toch blijken zowel Molenbeek als Koekelberg tegen het invoeren van snelheidscontroles te zijn.

Kan de burgemeester mijn uitleggen hoe zij deze houding motiveert?

Met vriendelijke groeten

Jef Van Damme

Fractievoorzitter/Président de groupe

Brussels parlamentslid voor sp.a - Parlementaire bruxellois sp.a

Molenbeeks gemeenteraadslid - conseiller communal à Molenbeek-Saint-Jean

www.jefvandamme.be

02/549.66.55

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Van Damme,
gemeenteraadslid SP.A, betreffende het project van traject controle in de Leopold
II tunnel.**

De Raad neemt kennis.

20.09.2017/A/0016 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Berckmans, conseiller
communal GIC, concernant le monument commémoratif de la première guerre
mondiale situé dans le Stade Edmond Machtens.**

Le point est reporté.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans,
gemeenteraadslid GGB, betreffende het Monument ter nagedachtenis van de
Wereldoorlog I in het Edmond Machtensstadion.**

DE RAAD,

Neemt kennis van de tekst van de interpellatie van Mijnheer Berckmans, waarvan de tekst volgt :

Dames en heren burgemeester en schepenen,

Ik verwijs naar de motie die ik, intussen bijna 3 jaar geleden, heb ingediend betreffende het monument, in het Machtensstadion, ter nagedachtenis van de Daringmen die tijdens Wereldoorlog I zijn gesneuveld. Die motie werd met unanimité goedgekeurd tijdens de gemeenteraadzitting van 26 november 2014.

Ter herinnering, de motie luidt als volgt :

Artikel 1

De gemeente zal zo vlug mogelijk het nodige doen om het monument, in het Edmond Machtensstadion, ter nagedachtenis van Wereldoorlog I voor het vaderland gesneuvelde Daringmen te poetsen zodat het opnieuw zijn waardigheid terugkrijgt.

Artikel 2

De gemeente zal het monument op regelmatige basis poetsen en onderhouden.

Artikel 3

De gemeente zal aan het monument plechtigheden organiseren ter nagedachtenis van de tijdens Wereldoorlog I en II gesneuvelde Daringmen.

Artikel 4

Een gedachtenisparcours met vermelding van de verschillende getuigenisplaatsen van de twee oorlogen.

Vragen:

Aangezien we inzake de uitvoering van deze motie – tenzij ik me vergis - sindsdien niets meer hebben gehoord, stel ik de volgende vragen:

1° Werd het monument ter nagedachtenis van de tijdens de Wereldoorlog 1914-1918 gesneuvelde Daringmen zodanig gepoetst dat het zijn waardigheid heeft teruggekregen? Zo ja, werd het monument op regelmatige basis gepoetst en onderhouden? Tijdens de gemeenteraadzitting van 26 november 2014 werd o.a. geantwoord dat het niet meer mogelijk was dit aan te rekenen op de begroting 2014 maar dat dit wel zou kunnen op de begroting 2014.

2° Artikel 2 van de motie bepaalt dat aan het monument plechtigheden zullen worden georganiseerd ter nagedachtenis van de tijdens de Wereldoorlogen gesneuvelde Daringmen. Als ik me goed herinnerd werd tijdens de voormelde gemeenteraadszitting gezegd dat het niet meer mogelijk zou zijn iets te organiseren tijdens het jaar 2014 maar dat het tijdens het volgende jaar 2015 wel zou kunnen. Bij mijn weten is er hierrond nog niets gebeurd ? Waarom worden moties van de gemeenteraad, in casu onderhavige motie, niet uitgevoerd ?

3° In hoeverre werd artikel 3 van de motie al of niet uitgevoerd, met name de organisatie van een geachtenisparcours rond de verschillende getuigenisplaatsen van de twee Wereldoorlogen in onze gemeente ?

Ik dank u voor uw antwoorden.

*Dirk Berckmans,
Gemeenteraadslid Groep Gemeentebelangen (GGB) - Groupe d'Intérêt Communal (GIC)*

Het punt wordt verdaagd.

Michel Eylenbosch quitte la séance / verlaat de zitting.

20.09.2017/A/0017 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Achaoui, conseiller communal PS, relative à la nouvelle convention d'occupation du stade Machtens avec le RWDM.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Achaoui, dont le texte suit :

De : abdel achaoui [mailto:abdelachaoui@hotmail.com]

Envoyé : jeudi 14 septembre 2017 17:53

À : Schepmans Françoise; Eylenbosch Michel

Objet : Interpellation : nouvelle convention Rwdm occupation stade Machtens

Madame La Bourgmestre

Nous avons récemment appris dans la presse que les clés du stade ont été définitivement remis aux Responsables du RWDM et ce apres la grande saga que nous connaissons tous.

Comme vous le savez, des grandes interrogations subsistent encore aujourd'hui. En effet quid de la situation des jeunes qui sont toujours inscrits sous le matricule du RWS et qui sont totalement privés de club.

Au delà de certaines sorties hasardeuses par certains responsables de votre majorité qui font miroiter des solutions inacceptables et absurdes, simplement pour rattraper le tir et surtout de ne pas se sentir complètement dépassés et exclus des projectiles.

Ma question est tres simple:

Maintenant que le RWDM semble etre le seul à poursuivre durablement l'activité sportive des jeunes, avons nous la garantie et sans conditions que tous les jeunes actuellement affiliés au RWS et sans club aujourd'hui seront bien repris dans la structure RWDM.

Pouvez vous nous garantir avec certitude que le RWS est juridiquement et

définitivement out.

Merci.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Achaoui,
gemeenteraadslid PS, betreffende de nieuwe bruikleenovereenkomst van het
Machtensstadion met RWDM.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 22:00
Opheffing van de zitting om 22:00

Le Secrétaire adjoint,
De Adjunct-secretaris,

Le Président du Conseil,
De Voorzitter van de Raad,

Gilbert Hildgen

Michel Eylenbosch